



**Union Départementale des Syndicats
FORCE OUVRIERE de la Mayenne**

10 Rue du Docteur Ferron – BP 1037 – 53010 LAVAL CEDEX
Tél. : 02/43/53/42/26 – Fax : 02/43/53/30/37 –
E-mail : udfo53@force-ouvriere.fr - site : <http://53.force-ouvriere.org/>

APPEL AUX SALARIES, JEUNES, RETRAITES ET DEMANDEURS D'EMPLOI

LES JOURNEES D'ACTION A REPETITION, CA SUFFIT !

Les manifestations des 29 janvier et 19 mars 2009 ont été puissantes. Mais le gouvernement est resté droit dans ses bottes et n'a lâché que quelques «mesurettes». Rien n'a été accordé ! Aucune mesure pour augmenter les salaires, aucune mesure pour geler les licenciements qui continuent de pleuvoir sur tout le département, aucune mesure pour annuler les suppressions de postes dans les Fonctions Publiques d'Etat et Hospitalière, aucun retrait des contre-réformes imposées (Bachelot, Péresse, Darcos...).

En revanche, des milliards d'euros de fonds publics ont été injectés pour éponger des actifs «pourris» des banques et assurances et rassurer les spéculateurs.

FORCE OUVRIERE estime qu'il faut tirer le bilan de l'échec des manifestations, aussi puissantes soient elles, pour faire reculer gouvernement et patronat.

Lorsque le traitement appliqué s'avère inefficace pour soigner la maladie, il faut en changer. Il faut cesser de balader les salariés dans des journées d'action qui ne règlent aucun problème et qui ne peuvent que décourager les salariés et la jeunesse.

Nous devons la vérité aux salariés : **SI L'ON VEUT FAIRE RECULER GOUVERNEMENT ET PATRONAT, C'EST LA GREVE FRANCHE QU'IL FAUT PREPARER.**

C'est ainsi que les salariés de Guadeloupe ont gagné.

C'est la raison pour laquelle la confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE a proposé un appel net à la grève interprofessionnelle préparée par des assemblées générales intersyndicales dans les entreprises et les services.

La grève dure pour gagner est une affaire sérieuse. C'est difficile, mais quand on estime que c'est le seul moyen qui reste au monde du travail pour mettre un coup d'arrêt aux coups qu'on lui porte, il faut la mettre à l'ordre du jour.

Cette proposition n'a pas été retenue par les confédérations CGT et CFDT qui ont proposé un train de nouvelles journées d'action les mardi 26 mai 2009 et samedi 13 juin 2009. De quoi gagner l'été sans encombre pour le gouvernement.

Celui-ci, ainsi que le patronat peuvent dormir tranquille. Ils ont d'ailleurs salué « le sens des responsabilités des dirigeants syndicaux ».

Seraient-ils aussi tranquilles si la proposition de la confédération FO avait été retenue, si dans tout le pays se préparait dans l'unité la grève pour gagner ?

.../...

FORCE OUVRIERE reste persuadée qu'une attitude ferme des confédérations syndicales, à la hauteur des difficultés qui assaillent les salariés, changerait la donne. Et nous ne désespérons pas que notre position devienne majoritaire.

L'union départementale FO de la Mayenne ne participera pas au 13 juin 2009 considérant que ce type d'action ne fait que conduire à la démobilisation des salariés.

L'union départementale FO invite à nouveau les autres organisations à lancer un appel clair à la grève interprofessionnelle sur les revendications que nous reprenons ci-dessous.

Nous le répétons, il ne s'agit pas pour FO de donner un exutoire à la colère légitime des salariés en se ralliant à une journée d'action toutes les 3 semaines.

Pour survivre, la classe ouvrière a besoin de gagner. Et pour gagner, il faudra bien même si c'est difficile se résoudre à y mettre les moyens.

LES PRINCIPALES REVENDICATIONS FORCE OUVRIERE

- **Augmentation générale des salaires et retraites du public et du privé (dans un premier temps, 15 % pour le SMIC et minima sociaux).**
- **Moratoire sur les licenciements et mesures de retour des pré-retraites permettant l'embauche des jeunes et des chômeurs.**
- **Indemnisation du chômage partiel à 100 %.**
- **Blocage immédiat des compteurs retraite et retour progressif aux 37,5 annuités.**
- **Abandon du projet de loi Bachelot et du plan de suppression de 30 000 emplois dans les hôpitaux.**
- **Abandon de la R.G.P.P. (Révision Générale des Politiques Publiques) et des plans de suppressions de postes qui y sont liés (20 000 en 2008 – 30 000 en 2009 – 34 000 en 2010).**
- **Abandon des contre-réformes Péresse (université) et Darcos (école).**
- **Non à la privatisation de la Poste.**
- **Arrêt des exonérations de cotisations Sécurité Sociale tous azimuts, suppressions des franchises et arrêt des remboursements de médicaments.**
- **Abrogation de la loi du 20 août 2008 sur la représentativité syndicale et libre désignation des délégués syndicaux.**

Laval, le 10 juin 2009